

Dernière mise à jour : 18 mars 2025

Arménie

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

➔ Actions des forces de sécurité et enquêtes effectives

Mauvais traitements, torture et décès en garde à vue ; enquêtes ineffectives concernant les allégations de tels actes.

Groupe Virabyan (40094/05+)
Arrêt définitif le 02/01/2013

Surveillance soutenue
État d'exécution

Manquement des autorités à leur **obligation positive de protéger les vies de militaires**, et absence d'enquêtes effectives sur leur décès.

Groupe Muradyan (11275/07)
Arrêt définitif le 24/02/2017

Surveillance soutenue
État d'exécution

➔ Protection des mineurs contre les abus sexuels

Absence de cadre législatif et réglementaire, ainsi que de mesures opérationnelles, destinés à **protéger les mineurs contre les abus sexuels** ; divulgation de **données personnelles** en l'absence de base juridique.

A.P. (58737/14)
Arrêt définitif le 18/09/2024

Surveillance soutenue
État d'exécution

➔ Conditions de détention – soins médicaux

Refus d'apporter les **soins médicaux appropriés** aux détenus et absence de recours effectif à cet égard.

Groupe Shirkhanyan (54547/16)
Arrêt définitif le 22/05/2022

Surveillance soutenue
État d'exécution

Conditions de détention inappropriées et absence de recours effectif à cet égard.

Volodya Avetisyan (39087/15)
Arrêt définitif le 03/08/2022

Surveillance standard
État d'exécution

➔ Légalité de la détention et questions connexes

Lacunes dans le droit national et la pratique judiciaire entraînant des diverses violations du **droit à la liberté et à la sécurité liées à la détention provisoire**.

Groupe Poghosyan (44068/07+)
Arrêt définitif le 20/03/2012

Surveillance standard
État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

➔ **Fonctionnement de la justice**

Procédure inéquitable privant le requérant de sa capacité juridique, et défaut d'accès à un tribunal pour poursuivre la procédure de divorce et d'expulsion, ainsi que pour demander la restauration de sa capacité juridique.

Nikolyan (74438/14)
 Arrêt définitif le 03/01/2020

Surveillance standard
 État d'exécution

Défaut d'accès à un tribunal concernant la révocation d'un juge.

Mnatsakanyan (2463/12)
 Arrêt définitif le 06/03/2023

Surveillance standard
 État d'exécution

➔ **Négligence médicale**

Absence d'enquête pénale effective sur une **faute médicale** ; absence de **recours civils ou administratifs effectifs** en cas de plainte pour négligence médicale alléguée.

Groupe Botoyan (5766/17)
 Arrêt définitif le 08/05/2022

Surveillance standard
 État d'exécution

➔ **Liberté d'expression : lanceur d'alerte**

Condamnation du requérant à l'issue de la **procédure civile en diffamation pour avoir agi en tant que lanceur d'alerte**, sans tenir dûment compte du fait que son rapport était interne, dans l'intérêt public, n'a pas eu d'effet négatif direct injustifié sur le fonctionnaire visé par la plainte, a été faite de bonne foi et a entraîné une sanction disproportionnée.

Hrachya Harutyunyan
 (15028/16)
 Arrêt définitif le 27/11/2024

Surveillance standard
 État d'exécution

➔ **Liberté de réunion**

Dispersion disproportionnée et inutile **de manifestations** et détentions, poursuites et condamnations connexes d'activistes et de partisans de l'opposition contre le résultat des élections présidentielles de 2008 ; **absence de recours interne effectif** pour les griefs au titre de l'article 11.

Groupe Mushegh Saghatelyan
 (23086/08)
 Arrêt définitif le 20/12/2018

Surveillance soutenue
 État d'exécution

➔ **Protection du domicile et de la propriété - personnes déplacées**

Impossibilité pour des personnes déplacées d'obtenir l'accès, dans le contexte du conflit du Nagorno-Karabakh, à leurs maisons et propriétés situées au Nagorno-Karabakh et dans les territoires environnants – et absence de recours effectifs.

Chiragov et autres (13216/05)
 Arrêt définitif le 16/06/2015

Surveillance soutenue
 État d'exécution

➔ **Discrimination fondée sur l'orientation sexuelle**

Absence de protection contre les attaques **homophobes et les discours de haine** ; incapacité à mener des enquêtes effectives ; absence de **véritable mécanisme en droit pénal national** pour enquêter sur les plaintes pour discrimination.

Oganezova (71367/12)
 Arrêt définitif le 17/08/2022

Surveillance soutenue
 État d'exécution